

Le Conseil municipal se réunit demain à 18 h en mairie. 64 questions sont à l'ordre du jour. Six sont proposées avec débat.

**ANRU quartier des Vergnes.** Convention tripartite EPARECA/SMTC/VILLE pour la démolition et reconstruction du centre commercial - Contrat urbain de cohésion sociale.

**Délégation de service public.** Exploitation du réseau de chauffage urbain de la Gauthière - Choix du délégataire.

**Exploitation de la gare routière de Clermont-Fd.** Contrat d'affermage.

**Affaires culturelles.** Création d'un institut Confucius à Clermont.

**Personnel** Pénibilité au travail.

**POLITIQUE** ■ **Christiane Jalicon remplace Claudine Lafaye**

# L'opposition municipale au complet

**Christiane Jalicon vivra son premier Conseil municipal d'élue, demain soir, à Clermont-Ferrand.**

La militante de l'UMP (elle est membre de la 1<sup>re</sup> circonscription de Clermont) remplace en effet Claudine Lafaye, démissionnaire depuis sa récente élection au Conseil régional d'Auvergne. Hier, en présence de ses futurs colistiers du groupe UMP et apparentés, la nouvelle conseillère de l'opposition municipale a exprimé sa satisfaction de pouvoir ainsi conjuguer activités politiques et associatives. Christiane

Jalicon est en effet présidente fondatrice du comité de quartier des amis de Champradet. Mais attention, précise-t-elle, « je ne serai pas la porte-parole de l'UMP dans les quartiers, mais celle des quartiers au sein du Conseil municipal », où elle entend « travailler sur le thème de la démocratie participative ». Épluchant avec Anne Courtille, présidente du groupe UMP, et Jean-Pierre Brenas, son chargé de communication, l'ordre du jour des questions soumises à débat demain soir lors du Con-

seil municipal (*lire ci-contre*), elle y a d'ores et déjà trouvé matière à s'exprimer. L'un des dossiers, celui de la pénibilité du travail, a notamment cristallisé les observations des trois élus de l'opposition.

Anne Courtille a souligné le « déficit de dialogue social » au sein de la mairie, tandis que Jean-Pierre Brenas stigmatisait « le manque de considération » manifesté par les élus de la majorité envers le personnel, fruit selon lui d'une « gouvernance monocolore trop longue ». ■